



**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE MAINE-ET-LOIRE**

FICHE GUIDE CENTRALE SOLAIRE (PPV)

Date d'édition :

25 / 05 / 2022

La présente fiche est remise à titre d'avis sur les domaines intéressants le SDIS. Ce document ne dédouane pas le pétitionnaire du respect de l'ensemble de la réglementation concernant son projet.

De manière générale, le SDIS 49 considère que l'installation de centrale de production d'électricité solaire au sol génère un risque supplémentaire de départ d'incendie (pour l'installation elle-même et son environnement), mais également un risque d'embâcle en cas d'inondation dans les zones inondables. À ce titre, au-delà de se référer aux documents techniques existants pour ses prescriptions, le SDIS apporte des compléments afin que le pétitionnaire s'assure que les risques générés par son activité soient maîtrisés.

PRESCRIPTIONS TYPES POUR LES INSTALLATIONS AU SOL

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCES DES SECOURS :

- Permettre l'accès à la zone en tout temps, en maintenant un accès libre tout autour des installations :
 - La voie d'accès doit avoir une d'une largeur minimale de 3 mètres possédant une force portante de 160 Kilo-Newton et d'une hauteur libre de tout obstacle de 3,5 m.
 - Concernant la distance minimale entre la clôture et les panneaux photovoltaïques, la distance de 3 m entre la première ligne de panneaux et la clôture est appropriée au passage de nos engins.
- Remarques concernant le cas des constructions situées à l'intérieur ou à 200 mètres au plus des zones exposées* :
 - Le site doit être ceinturé par une bande, dite « à sable blanc » d'une largeur de 5 mètres au minimum afin de limiter la propagation d'un feu de forêt vers les panneaux solaires ;
 - En application du code forestier, le débroussaillage d'un rayon de 50 mètres à l'intérieur et autour du site devra être régulièrement réalisé.

*Les zones exposées sont définies comme étant les bois, les forêts, les plantations, les reboisements, ainsi que les landes, les garrigues et les maquis

DISPOSITIONS RELATIVES A LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE :

Assurer la défense extérieure contre l'incendie conformément au Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) du service départemental d'incendie et de secours de Maine et Loire.

- S'assurer que les poteaux d'incendie nouvellement créés respectent les règles d'installation, de réception et de maintenance prévues par la norme NFS 62-200.
- Fournir au SDIS, au moyen d'un plan, l'implantation précise des nouveaux points d'eau d'incendie.
- S'assurer que le contrôle des points d'eau existants date de moins de 3 ans.

- Assurer la défense extérieure contre l'incendie par au moins un point d'eau incendie judicieusement positionné, sous pression normalisée conformément à notre RDDECI. Cet appareil devra fournir le débit minimum requis de 60 m³/heure, soit 1000 l/minute, pendant une durée d'au moins 2 heures, sous une pression résiduelle de 1 bar, à 400 m du risque à défendre.
 - En cas d'impossibilité de réaliser une défense en eau extérieure par points d'eau incendie sous pression normalisés, mettre en place une réserve d'eau de 120 m³, conformément aux règles du RDDECI. Cependant, cette contenance ou le nombre de réserve pourra être minorée ou majorée en fonction des risques annexes (massif forestier, culture, habitation, etc.) ou de la présence de poteaux incendie à proximité.

DISPOSITIONS GENERALES :

- Installer le projet en dehors du zonage d'aléas forts du plan de prévention du risque inondation.
- Permettre l'accès des secours au site en permanence et afficher des plans d'intervention facilement détachables au niveau des accès des bâtiments.
- S'assurer que le nombre et la qualité des moyens de secours internes sont adaptés à l'activité et à la taille de l'établissement (moyens d'extinction, évacuation, limitation de la propagation, etc.).
- Apposer une signalisation normalisée des installations électriques sur les sites
- S'assurer de pouvoir effectuer une coupure de toutes les sources d'énergies électriques produites ou induites par l'installation photovoltaïque, pour permettre aux services de secours et de lutte contre l'incendie d'intervenir. La coupure du circuit générateur photovoltaïque doit s'effectuer au plus près des modules photovoltaïques (*plus petits ensembles de cellules solaires interconnectées complètement protégés contre l'environnement*) et en tout état de cause en amont des locaux et dégagements accessibles aux occupants.
- Apposer une signalétique spécifique et visible des organes de coupure.

DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX PARCS FLOTTANTS :

- Mettre en place une signalisation évoquant le risque de chute/noyade.
- Créer une aire pour mise à l'eau des embarcations pompiers, possédant les caractéristiques suivantes :
 - Accessibilité : l'accès à la cale devra être signalé par un panneau d'interdiction de stationner avec la mention « CALE POMPIERS ».
 - Les abords seront dégagés de tout obstacle ou végétation haute.
 - Largeur des voies : les voies se franchissant en marche avant devront répondre aux caractéristiques de la « voie engins » à savoir une largeur de 3 m minimum et un rayon de braquage supérieur à 11 m. Les voies se franchissant en marche arrière, devront avoir une largeur de 3,5 m minimum.
 - Revêtement : les voies doivent permettre la circulation sans risque d'enlèvement ou de dérapage d'une remorque attelée à un véhicule utilitaire et ce tout au long de l'année.
 - Aire de retournement : une aire ou des voies doivent permettre le retournement du convoi en minimisant les manœuvres à effectuer. La longueur du tracteur + remorque peut atteindre une quinzaine de mètres. La distance à parcourir en marche arrière devra être la plus courte possible et ne pas excéder 40 m.
 - Pente de la rampe : la pente doit être au minimum de 10 % pour permettre une immersion suffisante de la remorque et de 20 % maximum pour permettre au convoi de s'en extraire.
 - Immersion : une longueur de 5 m minimum restera immergée à l'étiage.